

GESTION DES COMPTES BANCAIRES

L'origine de l'argent aux oubliettes ?

Les mesures liées à l'amélioration, voire l'assouplissement des opérations et de la gestion bancaires sont en bonne voie de maturation et seront examinées lors du prochain Conseil des ministres. Néanmoins, la question du contrôle et de la traçabilité des transactions bancaires reste posée, notamment en matière légale et concernant la provenance des fonds.

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Des mesures liées à l'amélioration, l'assouplissement des opérations et de la gestion bancaires sont en bonne voie de maturation.

Ces mesures seront examinées prochainement en Conseil des ministres.

C'est ce que le gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohamed Laksaci, ainsi que le délégué général de l'Association professionnelle des banques et établissements financiers (ABEF), Abderrazak Trabelsi, ont laissé entendre hier à l'hôtel El Aurassi.

Les deux représentants de l'establishment financier national intervenaient en marge d'un séminaire de haut niveau sur la stabilité financière et la croissance dans les pays arabes.

Ces mesures, dont l'élaboration a été confiée à deux groupes de travail représentatifs de la Banque d'Algérie, des banques commerciales et du ministère des Finances, visent en fait à assouplir les condi-

tions d'ouverture des comptes bancaires pour les ménages ainsi que les modalités d'octroi des crédits bancaires.

Devant être soumises à l'appréciation de l'Exécutif, ces mesures répondent, au demeurant, à l'invite que le Premier ministre, qui a rencontré voilà une dizaine de jours la Centrale syndicale et des opérateurs économiques, a adressée à l'establishment bancaire.

Ainsi, Abdelmalek Sellal avait suggéré l'élaboration d'un nouveau règlement qui définisse la manière de rendre fluide le système bancaire algérien, estimant que «les tracasseries rencontrées par les citoyens qui veulent déposer leur argent dans les banques ou ceux qui veulent en emprunter doivent absolument disparaître».

Le Premier ministre invitait, en fait, les banques commerciales à davantage de souplesse et à moins de bureaucratie dans l'ouverture des comptes ou l'octroi de crédit.



Photo : DR

En ce sens, les banques ne devront exiger de leurs futurs clients que le strict minimum de pièces administratives, et dans le souci unique de pouvoir assurer la traçabilité financière. En d'autres termes, l'obligation faite à certains demandeurs de présenter même l'extrait de naissance spécial (12 S) n'aura plus cours.

En ce sens, le délégué général de l'ABEF précise qu'il s'agit de «privilégier l'aspect déclaratif» et de faciliter le développement de la bancari-

sation et du financement bancaire.

A charge, cependant, de respecter strictement les règles prudentielles en vigueur ainsi que les dispositions légales et réglementaires relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent.

Des dispositions qui empêchent justement les banques d'être davantage réactives en matière de financement et bancarisation. A ce propos, le Premier ministre avait indiqué que «le contrôle n'est pas le

rôle de la banque» dans la mesure où l'Etat poursuivra son contrôle et dispose des instruments adéquats et que les établissements de crédit n'ont pas vocation intrinsèque de s'y impliquer.

Ce qui a suscité moult interprétations dont certaines très critiques, voire une assertion selon laquelle le Premier ministre appelle les banques à ignorer la provenance des fonds déposés.

Or, c'est la question du contrôle et de la traçabilité des transactions bancaires qui se pose avec acuité.

Comment assurer le contrôle des fonds déposés par les futurs clients, sans que les banques puissent s'impliquer ? Faudrait-il donc revoir la législation en vigueur ?

Or, l'invite du Premier ministre n'est pas considérée comme contradictoire avec l'arsenal législatif et réglementaire en vigueur, assure-t-on au niveau de la Banque d'Algérie et de l'ABEF.

Il ne s'agit aucunement d'une remise en cause des dispositions de la loi sur la monnaie et le crédit, précise-t-on, même si des rectifications techniques peuvent être apportées à la loi relative à la lutte contre le blanchiment d'argent.

C. B.

HAUSSE DE L'INFLATION

C'est «conjoncturel», affirme Laksaci

La hausse record de l'inflation relève du «conjoncturel», indiquait, hier, le gouverneur de la Banque d'Algérie.

En marge d'un séminaire de haut niveau sur la stabilité financière et la croissance dans les pays arabes, Mohamed Laksaci a estimé que la hausse des prix s'est certes accentuée en 2012 mais qu'elle devrait baisser sur le moyen terme.

Toutefois, un autre choc, lié à des dysfonctionnements économiques d'ordre exogène ou interne, n'est pas à écarter, et l'inflation pourrait reprendre son rythme haussier, laisse-t-il entendre. L'occasion pour le premier responsable de l'autorité de régulation monétaire de mettre l'accent sur la préservation de la stabilité financière dans le pays, une dynamique étant enclenchée à ce titre, selon Mohamed Laksaci. Et ce dans le contexte où l'épargne nationale, tant celle de l'Etat, des banques que celle des ménages, s'est fortement accrue. En ce sens, le gouverneur de la Banque d'Algérie a indiqué que des efforts seront

déployés en vue de développer les crédits sains à l'économie ainsi qu'une meilleure intégration financière des ménages et des petites et moyennes entreprises. A ce titre, le programme de modernisation enclenché par l'institution monétaire devrait intégrer, dès 2013, le déploiement de la centrale des risques des ménages et entreprises, dans le contexte où la relance des crédits à la consommation est à l'ordre du jour. La question de la stabilité financière a été justement soulevée lors de ce séminaire de haut niveau, organisé sous l'égide de la Banque d'Algérie et avec la participation de représentants des établissements bancaires et financiers arabes et d'institutions financières arabes et internationales (Banque mondiale et Fonds monétaire international, notamment). Selon ces hôtes, la stabilité financière dans les pays arabes est une condition à satisfaire en vue de garantir le développement



Photo : Samir Sid

socioéconomique. A ce titre, l'accent devra être mis sur une meilleure visibilité, gestion et maîtrise des risques pour le secteur bancaire public, une coordination efficiente entre les banques centrales et les institutions financières internationales même si l'Algérie et le Maroc ont fait œuvre pionnière à ce propos, ainsi qu'une rationalisation de la dépense publique et une meilleure

contribution à la dynamisation du secteur privé hors hydrocarbures. Ceci dans la mesure où les pays arabes ont subi un impact limité de la crise mondiale grâce aux politiques prudentielles engagées par leurs autorités financières combinées à la déconnexion de leurs systèmes financiers, outre l'importance de leurs disponibilités financières.

C. B.

INVESTISSEMENTS

Les Maltais s'intéressent à l'Algérie

Les entreprises maltaises sont fortement intéressées par les investissements en Algérie. Le partenariat dans le domaine de l'industrie et de celui des services semble le créneau le plus «attrayant».

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Organisé par la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (Caci), le forum d'affaires algéro-maltaise, tenu hier à Alger, a réuni des hommes d'affaires maltais et des opérateurs économiques algériens. A la recherche d'opportunités de partenariat et de création d'entités dans notre pays, la délégation maltaise mène ainsi une visite de «prospection» dans les secteurs de l'industrie pharmaceutique, du bâtiment et travaux publics, des transports, des technologies de l'information et de la communication, et des énergies renouvelables. Pour la responsable de Malta Entreprise, Meli Philomena, cette visite permettra d'explorer le monde des affaires en Algérie et les possibilités de partenariat à long terme. «L'importance est de développer des relations économiques et commerciales entre les deux pays», dit-elle, avant de rappeler que Malte constitue un pont entre l'Europe, l'Afrique du Nord et l'Algérie.

Selon elle, il existe d'importantes opportunités économiques en Algérie, notamment dans les secteurs du tourisme, de l'agroalimentaire et des services. De son côté, le représentant du ministère de l'Industrie, Aït-Ramadhan, a souligné l'intérêt de ce forum. Il estime qu'avec Malte, les opérateurs économiques nationaux pourront développer des projets dans les secteurs des services, de l'industrie pharmaceutique, les énergies renouvelables et l'industrie. Il rappellera ainsi qu'annuellement, l'Algérie importe 50 milliards de dollars de biens et services.

Le représentant du ministère de l'Industrie a invité les entreprises maltaises à participer au plan quinquennal 2010-2014 et à souscrire avec des entreprises algériennes, notamment dans le secteur du bâtiment.

R. N.